

Source : <https://www.les-crises.fr/voila-comment-les-scientifiques-de-lonu-se-preparent-a-la-fin-du-capitalisme/>

Téléchargement 03 10 2018

Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme

30.septembre.2018 – lescrises.fr

Alors que l'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin, la pensée capitaliste lutte pour résoudre les énormes problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Alors, comment réagissons-nous ?



La nouvelle ère se caractérise par une production inefficace de combustibles fossiles et l'escalade des coûts du changement climatique (Reuters)

[Le capitalisme](#) tel que nous le connaissons est terminé. C'est ce que suggère un nouveau rapport publié par un groupe de scientifiques nommés par [le secrétaire général de l'ONU](#). La raison principale ? La transition brutale vers une économie mondiale radicalement différente, en raison de l'exploitation de moins en moins durable des ressources naturelles de la planète et du passage à [des sources d'énergie](#) moins efficaces.

[Le changement climatique](#) et l'extinction d'espèces s'accélèrent alors même que les sociétés connaissent une augmentation des inégalités et du chômage, une faible croissance économique, des niveaux d'endettement croissants et des gouvernements impuissants. Contrairement à la façon dont les décideurs réfléchissent généralement à ces problèmes, ce ne sont pas du tout des crises distinctes.

Ces crises font partie de la même transition fondamentale. La nouvelle ère se caractérise par une production inefficace de combustibles fossiles et par l'escalade des coûts dus au changement climatique. La pensée économique capitaliste conventionnelle ne peut plus expliquer, prédire ni intervenir sur les rouages de l'économie mondiale dans cette nouvelle ère.

Transition énergétique

Telles sont les implications d'un nouveau document d'information préparé par une équipe de biophysiciens finlandais à qui l'on a demandé d'effectuer des recherches qui serviront à la rédaction

du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR), qui sera publié en 2019.

Pour la « première fois dans l'histoire de l'humanité », dit le texte, les économies capitalistes « se tournent vers des sources d'énergie au rendement énergétique plus faible ». Produire de l'énergie utilisable (« exergie ») pour continuer à alimenter « les activités humaines de base et celles qui ne le sont pas » dans la civilisation industrielle « nécessitera plus, et non moins, d'efforts ».

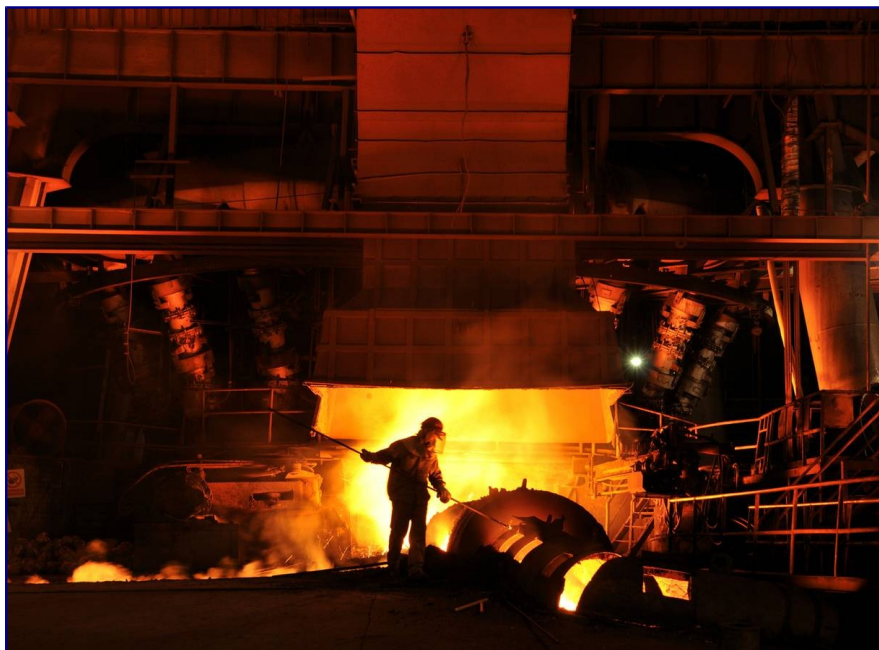
En même temps, notre soif d'énergie est à l'origine de ce que le texte appelle les « [coûts cachés](#) » [ou externalités, NdT]. Plus nous consommons d'énergie et de matériaux, plus nous produisons de déchets, et donc plus le coût environnemental est élevé. Bien qu'ils puissent être ignorés pendant un certain temps, ce coût environnemental finit par se traduire directement en coût économique, car il devient de plus en plus difficile d'en ignorer les impacts sur nos sociétés.

Et le plus grand « coût caché », c'est, bien sûr, le changement climatique : « Les coûts cachés augmentent également ; les économies ont épuisé la capacité des écosystèmes planétaires à absorber les déchets générés par l'utilisation de l'énergie et des matériaux. Le changement climatique est le coût caché le plus évident. »

Dans l'ensemble, la quantité d'énergie que nous pouvons extraire, rapportée à celle que nous utilisons pour l'extraire, diminue « dans l'ensemble du spectre – le pétrole non conventionnel, le nucléaire et les énergies renouvelables produisent moins d'énergie que le pétrole conventionnel, dont la production a atteint un sommet – et les sociétés doivent abandonner les combustibles fossiles en raison de leur impact sur le climat ».

Les Nations Unies

Une copie du document, disponible sur [le site Web](#) de l'Unité de recherche du BIOS en Finlande, m'a été envoyée par l'auteur principal Paavo Järvensivu, un « économiste biophysique » – une lignée rare mais émergente d'économiste qui explore le rôle de l'énergie et des matériaux dans l'activité économique.



Plus pour moins: nous utilisons de plus en plus d'énergie pour extraire de moins en moins de combustibles fossiles (Getty)

J'ai rencontré M. Järvensivu l'année dernière lorsque je me suis exprimé à l'Unité de recherche du BIOS sur les résultats de mon propre livre, *Failing States, Collapsing Systems : Biophysical Triggers of Political Violence* (non traduit, « États défaillants, effondrement des systèmes : les déclencheurs biophysiques de la violence politique »).

Le Rapport mondial sur le développement durable (GSDR) de l'ONU est rédigé par un groupe indépendant de scientifiques (IGS) nommé par le Secrétaire général de l'ONU. L'IGS est soutenu par une série d'agences des Nations Unies dont le Secrétariat de l'ONU, l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et la Banque mondiale.

Ce document, rédigé conjointement par M. Järvensivu et le reste de l'équipe du BIOS, a été commandité par l'IGS de l'ONU pour alimenter spécifiquement le chapitre intitulé « Transformation : l'économie ». Le GSDR est basé sur des documents de travail commandés à des experts, mais le contenu du rapport final ne sera connu que lorsqu'il sera publié l'année prochaine.

Le document du BIOS suggère qu'une grande partie de l'instabilité politique et économique que nous avons constatée ces dernières années trouve une cause profonde dans cette crise écologique rampante. Alors que les coûts écologiques et économiques de la surconsommation industrielle continuent d'augmenter, la croissance économique constante à laquelle nous nous sommes habitués est désormais menacée. Ce qui, à son tour, exerce une pression considérable sur notre politique.

Mais les problèmes sous-jacents sont encore méconnus et non reconnus par les décideurs politiques.

Investir plus pour obtenir moins

« Nous vivons dans une époque de bouleversements et de profonds changements dans les fondements énergétiques et matériels des économies. L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin », indique le document.

Les modèles économiques conventionnels, notent les scientifiques finlandais, « ignorent presque complètement les dimensions de l'économie liées à l'énergie et aux matériaux ».

Les scientifiques se réfèrent au travail pionnier de l'écologiste des systèmes, le professeur Charles Hall de l'Université d'État de New York, avec l'économiste Kent Klitgaard, professeur au Wells College. Cette année, Hall et Klitgaard ont publié une édition mise à jour de leur ouvrage phare, *Energy and the Wealth of Nations : An Introduction to BioPhysical Economics* [L'énergie et la richesse des nations : introduction à l'économie biophysique – non traduit – NdT].

Hall et Klitgaard sont très critiques à l'égard de la théorie économique capitaliste dominante, qui, selon eux, s'est dissociée de certains des principes les plus fondamentaux de la science. Ils se réfèrent au concept de « taux de retour énergétique » (TRE) comme un indicateur clé du passage à une nouvelle ère d'énergie peu accessible. Le TRE est un ratio simple qui mesure la quantité d'énergie nécessaire pour extraire davantage d'énergie.

« Pendant un siècle, tout ce que nous avons eu à faire, c'était de pomper de plus en plus de pétrole dans le sous-sol », disent Hall et Klitgaard. Il y a des décennies, les combustibles fossiles avaient des valeurs de TRE très élevées – une petite quantité d'énergie nous permettait d'extraire de grandes quantités de pétrole, de gaz et de charbon.

Mais, comme je l'ai déjà écrit, [ce n'est plus le cas](#). Aujourd'hui, nous utilisons de plus en plus

d'énergie pour extraire de moins en moins de combustibles fossiles. Ce qui signifie des coûts plus élevés pour produire ce dont nous avons besoin pour faire tourner l'économie. La ressource est toujours présente dans le sous-sol – des milliards de barils d'une valeur certaine, largement assez pour faire griller plusieurs fois le climat.

Mais il est plus difficile et plus cher de l'en extraire. Et les coûts environnementaux pour y parvenir augmentent considérablement, comme nous en avons eu un aperçu cet été avec [la canicule au niveau mondial](#).

Course aveugle

Ces coûts ne sont pas reconnus par les marchés capitalistes. Ils sont littéralement invisibles. En août dernier, l'investisseur milliardaire [Jeremy Grantham](#) – qui annonce régulièrement l'existence de bulles financières – a publié une mise à jour de son analyse d'avril 2013, *The Race of Our Lives* [La course de notre vie, NdT].

[La nouvelle version](#) met gravement en cause la complicité du capitalisme contemporain dans la crise écologique. Le verdict de Grantham est que « le capitalisme et l'économie dominante ne peuvent tout simplement pas faire face à ces problèmes » – à savoir l'épuisement généralisé des écosystèmes planétaires et des ressources environnementales :

« Le coût de remplacement du cuivre, du phosphate, du pétrole et du sol – et ainsi de suite – que nous utilisons n'est même pas pris en compte. Si c'était le cas, il est probable que ces 10 ou 20 dernières années (pour les pays développés, en tout cas) il n'y a eu aucun profit réel, aucune augmentation de revenus, ça aurait été une baisse. »

Des initiatives bien intentionnées pour tenir compte de ce qu'on appelle « externalités » en calculant leurs coûts réels ont bien été menées, mais elles ont eu un impact négligeable sur le fonctionnement réel des marchés capitalistes.



Externalités négatives : plus notre consommation d'énergie et de matériaux est importante, plus nous produisons de déchets, et donc plus les coûts environnementaux sont élevés (Getty).

Pour résumer, selon Grantham, « nous sommes confrontés à une forme de capitalisme de plus en plus obsédé par la maximisation du profit à court terme et, semble-t-il, peu ou pas intéressée au bien

commun ».

Pourtant, malgré tout son flair et sa perspicacité critique, Grantham ne tient pas compte du facteur le plus fondamental dans le grand bouleversement dans lequel nous nous trouvons actuellement : la transition vers un avenir à faible TRE dans lequel nous ne pouvons tout simplement pas extraire les mêmes niveaux de surplus en énergie et matériaux qu'il y a quelques décennies.

A l'aveuglement de Grantham répond celui du journaliste économique britannique Paul Mason dans son livre *Postcapitalism : A Guide to Our Future*, qui théorise que les technologies de l'information ouvrent la voie à l'émancipation du travail en réduisant à zéro les coûts de la production du savoir – et potentiellement d'autres types de production qui seront transformés par l'intelligence artificielle, la chaîne de distribution, etc. Ainsi, dit-il, émergera un âge utopique « post-capitaliste » d'abondance absolue, qui dépassera le système de prix et les règles du capitalisme.

Cela a l'air sympa, mais Mason ignore complètement l'infrastructure physique colossale, et en augmentation exponentielle, pour « l'Internet des objets ». Son essor numérique [devrait consommer des quantités toujours plus importantes](#) d'énergie (jusqu'à [un cinquième de l'électricité mondiale](#) d'ici 2025) et produire 14 % des émissions mondiales de carbone d'ici 2040.

Vers un nouveau système de fonctionnement économique

La plupart des observateurs n'ont donc aucune idée des réalités biophysiques actuelles – que le moteur de la transition vers le post-capitalisme représente la fin de l'ère qui a rendu possible initialement le capitalisme de croissance sans fin : l'époque de l'énergie abondante et bon marché.

Ainsi nous sommes entrés dans un nouvel espace imprévisible et inédit dans lequel la boîte à outils économique traditionnelle n'apporte pas de réponses. Quand la croissance économique a ralenti, les banques centrales ont eu recours à des taux d'intérêt négatifs et à l'achat d'énormes quantités de dette publique pour continuer à faire tourner nos économies. Mais que se passera-t-il une fois ces mesures épuisées ? Les gouvernements et les banquiers sont à court d'options.

« On peut dire, sans risque de se tromper, qu'aucun modèle économique applicable à large échelle n'a été développé spécifiquement pour l'ère à venir », écrivent les scientifiques finlandais dans leurs travaux préliminaires pour l'ONU.

Après avoir identifié cette lacune, ils exposent les possibilités de transition. Mais les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront façonner activement les marchés pour répondre aux objectifs de survie de l'humanité.

« Une énergie plus chère n'entraîne pas nécessairement l'effondrement de l'économie », affirme l'auteur principal Paavo Järvensivu. « Bien sûr, les gens n'auront pas la même offre de consommation, il n'y a pas assez d'énergie bon marché disponible pour cela, mais ils ne sont pas non plus automatiquement condamnés au chômage et à la misère. »

Dans ce futur à faible taux de rendement énergétique, nous devons simplement accepter le fait que nous ne serons pas en mesure de maintenir les niveaux actuels de croissance économique. « Avec des solutions bas carbone, il sera extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel dans les décennies à venir » conclut le document. La transition économique doit s'accompagner d'efforts « pour réduire la consommation totale d'énergie ».



La promotion du vélo et de la marche constitue un moyen de réduire la consommation d'énergie (Getty)

Les secteurs clés pour y parvenir comprennent le transport, l'alimentation et la construction. L'urbanisme doit s'adapter à l'avènement de la marche à pied et du vélo, à l'évolution vers les transports publics, ainsi qu'à l'électrification des transports. Les foyers et les lieux de travail seront de plus en plus connectés et proches. Dans le même temps, le transport international de marchandises et l'aviation ne peuvent pas continuer à croître au rythme actuel.

Comme pour les transports, le système alimentaire mondial devra être revu. Le changement climatique et l'agriculture fortement consommatrice de pétrole ont mis au jour les dangers d'une dépendance des pays à l'égard des importations alimentaires en provenance de quelques grandes zones de production. Il sera essentiel de passer à l'autosuffisance alimentaire de chaque pays, qu'il soit pauvre ou riche. Et finalement, les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale.

L'industrie de la construction, grosse consommatrice de matériaux à forte intensité énergétique comme le béton et l'acier, devra trouver des alternatives. Le document du BIOS recommande un retour à l'utilisation dans le bâtiment du bois durable, qui contribue à stocker du carbone, ou d'autres options telles que [le charbon de bois](#).

Mais les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront résolument remodeler les marchés en fonction des objectifs de survie de l'humanité. Pour l'instant, les perspectives de réussite paraissent minces. Mais le nouveau document fait valoir que, de toute façon, le changement arrive.

La question de savoir si ce système comprendra toujours une forme de capitalisme est en fin de compte une question sémantique. Cela dépend de la manière dont on définit le capitalisme.

« Le capitalisme, dans cette situation, ne ressemble pas à celui d'aujourd'hui », écrit Järvensivu. « L'activité économique est davantage motivée par le sens – conserver nos chances de mener une vie agréable tout en réduisant considérablement les émissions – plutôt que par le profit, et le sens se construit politiquement et collectivement. Eh bien, je pense que c'est la meilleure situation concevable

en termes d'institutions modernes de l'État et du marché. Cela ne peut toutefois se faire sans un recadrage considérable de la pensée politico-économique. »

Source : [Independent, Nafeez Ahmed](#), 12-09-2018

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.